

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Administration publique : les patrons sous pression !

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

LES selfies sur fond de large sourire avec le président de la Transition, lors de sa cérémonie d'investiture, ont fait croire à certains hauts cadres de l'administration publique à une forme de pardon et de protection de la part du nouveau pouvoir en place.

Que nenni ! Le jour d'après, le chef de l'État, Brice-Clotaire Oligui Nguema, a convoqué, le 5 septembre, au Palais du bord-de-mer, la quasi-totalité des directeurs généraux des entreprises publique et parapublique ainsi que les secrétaires généraux des ministères. Outre l'exhortation à davantage d'efficacité et de crédibilité (L'Union d'hier), il leur a délivré un message

des plus clairs : restituer sous 48 heures tous les fonds et les biens publics détournés sous peine de poursuites judiciaires. Le général Brice-Clotaire Oligui Nguema a marqué, selon les témoignages, son intransigeance face au respect de cet ultimatum qui arrivait à expiration hier. Il a les invités " sagement " à entamer eux-mêmes les démarches nécessaires auprès des services compétents qu'est la Direction générale des contre-ingérences et de la sécurité militaire (DGCISM), également appelée "B2", la Direction générale des recherches (DGR) et la Direction générale des services sociaux (DGSS). " Chaque directeur général qui se trouve dans cette pièce,



Photo:DR

Un instantané de l'échange du CTRI et la FEG

qui sait qu'il a fricoté avec les enfants là, ou alors qu'il a pris plus que de raison, doit venir rendre l'argent et s'expliquer sous 48 heures. Venez vous-mêmes, car nous savons déjà qui vous êtes (...) Si dans 48 heures,

vous ne vous êtes pas présentés auprès du B2, de la DGR ou de la DGSS, nous viendrons vous chercher, et vous allez comprendre la différence ", a prévenu le président de la Transition.

Le FRUP pour une gestion transparente des finances publiques



Photo: SNN

Le bureau du Forum des régies financières unies pour la Patrie (FRUP).

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

P OUR mieux veiller au fonctionnement des régies financières, une structure vient de voir le jour. Il s'agit du Forum des régies financières unies pour la Patrie (FRUP). Une plateforme composée d'anciens syndicalistes et de spécialistes de différentes administrations des régies financières. L'annonce a été faite, mercredi dernier, dans le hall de l'immeuble Arambo à Libreville, en présence de plusieurs agents des impôts, des douanes et bien d'autres administrations assimilées. L'objectif, mettre leur expertise au service des syndi-

cats, des administrations, des gouvernants etc. Les membres de cette organisation veulent éviter les détournements de fonds qui fragilisent le fonctionnement de l'État en favorisant la transparence dans la collecte et la gestion des fonds. Selon le président de ladite structure, Yves Boulingui, leur action est une réponse à l'appel du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). Pour remplir sa mission, le FRUP compte mener des enquêtes et publier des statistiques, proposer des réformes au gouvernement, dénoncer la corruption qui gangrène l'administration, etc. MSM

Assainissement du secteur des Hydrocarbures : les propositions de l'Onep

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

L 'ORGANISATION nationale des employés du pétrole (Onep) a tenu, mercredi passé, un point de presse afin de porter à la connaissance du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) son " soutien sans failles " et son engagement à œuvrer, en tant que partenaire social et force de proposition, à l'atteinte des objectifs de cette Transition. " C'est avec fierté que nous avons écouté tous vos discours portant notamment sur le rétablissement de la dignité des Gabonais, la lutte contre la corruption, la " gabonisation " des emplois, la fin de la souffrance de nos retraités et nous nous en félicitons ", s'est réjoui le secrétaire général de l'Onep, Sylvain Mayabi Binet. Sur la " gabonisation " des emplois, l'Onep indique avoir dénoncé depuis 20 ans, l'utilisation abusive et illégale de la main-d'œuvre étrangère par les employeurs du secteur pétrolier et activités connexes. " Malheureusement, le silence



Photo: AEE

Déclaration de l'Onep

complice de l'administration du travail fragilise nos actions. La réforme de la loi en la matière et la redynamisation de l'administration du travail s'imposent. Votre discours sur cette forte attente nous reconforte ", souligne l'Onep. S'agissant de la gestion privée de la CNSS et de la CNAMGS, elle dit attendre la garantie de la participation des organisations professionnelles des travailleurs véritablement représentatives au sens de l'article 316 du Code du travail afin d'éviter, indique-t-elle, les désignations arbitraires pratiquées jusque-là. Concernant la validation du financement des projets par le système bancaire national,

la puissante organisation syndicale souhaite, concernant le secteur pétrolier, le renforcement des liquidités des banques nationales par une application plus stricte des directives de la BEAC s'agissant de la domiciliation de 30 % des capitaux. " L'Onep tient à manifester sa disponibilité de participer à toutes consultations où son expertise globale serait utile notamment pour l'assainissement du secteur des Hydrocarbures. Des propositions élaborées seront soumises à votre attention sur les différents problèmes du secteur pétrolier et activités connexes ", a indiqué Sylvain Mayabi Binet.